



Fondation Louis Lépine
Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



ERNST & YOUNG Audit
Tour EY
TSA 14444
92037 Paris La Défense Cedex

Tél. : +33 (0) 1 46 93 60 00
www.ey.com/fr

Fondation Louis Lépine

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Au Conseil d'Administration de la Fondation Louis Lépine,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Louis Lépine relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

· Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

· Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Philippe Boug, Commissaire
aux Comptes de la Fondation

En tant que Commissaire aux Comptes,
je certifie les comptes annuels de la Fondation
Louis Lépine en vertu de mon indépendance

Responsabilité : Philippe Boug, Commissaire aux Comptes de la Fondation



Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 17 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Joël Fusil



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

**FONDATION LOUIS LEPINE
COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2023**

SOMMAIRE

BILAN 2023.....	4-5
COMPTE DE RESULTAT 2023.....	6-7
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2023.....	8
1.1.Objet social et périmètre de la FLL	
1.2.Nature des activités et missions réalisées par la FLL	
1.3.Moyens mis en œuvre par la FLL	
NOTE 1- FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 2-PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	10
2.1. Cadre légal de référence	
2.2. Principes comptables généraux	
2.3. Principes d'établissement des comptes annuels	
2.4. Changement de méthodes et de présentation comptables	
2.5. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du Bilan-Actif	
2.5.1. Immobilisations incorporelles.....	11-12
2.5.2. Immobilisations corporelles.....	12-13
2.5.3. Immobilisations financières.....	14
2.5.3.1. Les prêts.....	15
2.5.3.1.1. Prêts accordés aux ayants-droit sur fonds propres.....	15-17
2.5.3.1.2. Autres prêts.....	17
2.5.3.1.2.1. Prêts ayant pour objet la réservation de logements	17
2.5.3.1.2.2. Prêts relatifs à l'effort à construction.....	17
2.5.3.1.2.3. Autres prêts.....	17
2.5.3.2. Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille.....	18-19

2.5.4. Créances.....	20
2.5.4.1. Créances clients et comptes rattachés	
2.5.4.1.1. Créances clients.....	20
2.5.4.1.1. Créances sur ventes de séjours.....	21
2.5.4.1.2. Créances clients douteuses.....	21
2.5.4.1.3. Provisions pour dépréciations des créances douteuses.....	21-22
2.5.4.1.4. Avances et acomptes versés sur commande.....	22
2.5.4.1.5. Autres créances.....	22-23
2.5.5. Valeurs mobilières de placement.....	23
2.5.6. Disponibilités.....	24
2.5.7. Charges constatées d'avance.....	24
2.6. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du bilan-Passif.....	25
2.6.1. Fonds propres de la fondation Louis Lépine.....	25-26
2.6.2. Provisions pour risques et charges.....	26-27
2.6.3.1. Fonds dédiés relatifs aux subventions reçues par la fondation Louis Lépine.	28-29
2.6.3.2. Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	29
2.6.4. Dettes.....	30
2.6.4.1. Emprunts et dettes financières diverses.....	30 à 33
2.6.4.2. Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	33
2.6.4.3. Dettes sociales et fiscales.....	33
2.6.4.4. Tableau récapitulatif des dettes	34
2.7. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat-Charges	
2.7.1. Charges d'exploitation.....	35
2.7.1.1.1. Autres achats et charges externes	35

2.7.1.1.2. Autres charges d'exploitation	36
2.7.1.2. Impôts et taxes et versements assimilés.....	36
2.7.1.3. Salaires et traitements et charges sociales.....	36
2.7.1.4. Aides financières (subventions) accordées	37
2.7.2. Charges financières.....	37
2.7.3. Charges exceptionnelles.....	37
2.8. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat-Produits	
2.8.1. Produits d'exploitation.....	38
2.8.1.1. Ventilation des prestations de services.....	38
2.8.1.2. Subventions d'exploitation.....	39
2.8.1.3. Reprise sur provisions et transfert de charges.....	40
2.8.1.4. Autres produits d'exploitation et dons manuels	40
2.8.2. Produits financiers.....	41
2.8.3. Produits exceptionnels.....	41
3. Autres informations	
3.1. Ventilation de l'effectif salarié par catégorie.....	41
3.2. Rémunération des dirigeants bénévoles.....	41
3.3. Honoraires du commissaire aux comptes.....	42
4. Engagements hors bilan	
4.1. Actes de cautionnements auprès de bailleurs privés.....	42
4.2. Contrats de prêts accordés mais non décaissés.....	43
4.3. Engagements retraite.....	43
5. Contributions volontaires en nature	
5.1. Mise à disposition de locaux.....	44
5.2. Mise à disposition de moyens logistiques.....	44

BILAN au 31 décembre 2023 (ACTIF)

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	7 634	7 634	0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	629 053	419 456	209 597	206 937
Immobilisations corporelles				
Terrains	403 710		403 710	403 710
Constructions	596 811	527 855	68 957	88 909
Installations techniques, matériel et outillage industriels	859 799	816 972	42 826	41 942
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	6 889 223	51 400	6 837 823	6 681 032
Prêts	4 841 202	51 713	4 789 489	4 128 361
Autres	4 744		4 744	
Total I	14 232 176	1 875 030	12 357 146	11 550 890
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commande	5 737		5 737	13 161
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	418 547	299 378	119 169	112 033
Autres	119 143		119 143	244 771
Valeurs mobilières de placement	5 872 462		5 872 462	5 625 888
Disponibilités	39 290		39 290	1 207 014
Charges constatées d'avance	63 413		63 413	66 965
Total II	6 518 592	299 378	6 219 215	7 269 831
TOTAL GENERAL (I + II)	20 750 768	2 174 408	18 576 360	18 820 721

BILAN au 31 décembre 2023 (PASSIF)

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	115 946	112 843
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	12 316 450	12 316 450
Report à nouveau	2 245 438	2 426 418
Excédent ou déficit de l'exercice	-308 713	-177 878
Situation nette (sous total)	14 369 120	14 677 833
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	21 400	38 697
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Total I	14 390 520	14 716 530
FONDS REPORTEES ET DEDIEES		
Fonds dédiés	101 140	68 601
Total II	101 140	68 601
PROVISIONS		
Provisions pour risques	38 612	38 612
Total III	38 612	38 612
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	3 072 338	3 249 689
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	372 780	219 986
Dettes fiscales et sociales	533 502	303 636
Autres dettes	67 468	217 292
Produits constatés d'avance	0	6 375
Total IV	4 046 089	3 996 978
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV)	18 576 360	18 820 721

Compte de résultat exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 (1/2)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de prestations de service	1 847 868	1 790 477
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 244 656	2 023 633
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	6 701	5 495
Contributions financières	15 000	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	30 735	51 636
Utilisations des fonds dédiés	68 601	367 560
Autres produits		
Autres produits	100 935	55 163
Total I	4 314 495	4 293 964
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	2 143 229	2 124 934
Aides financières	987 841	829 762
Impôts, taxes et versements assimilés	88 899	82 883
Salaires et traitements	1 058 114	1 001 666
Charges sociales	443 369	416 721
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	113 693	90 181
Dotations aux provisions	18 129	29 362
Reports en fonds dédiés	101 140	68 601
Autres charges	115 995	62 522
Total II	5 070 410	4 706 631
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-755 915	-412 667
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	387 449	322 693
Autres intérêts et produits assimilés	101 206	78 394
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	4 866	28 078
Total III	493 521	429 165
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	64 944	18 106
Total IV	64 944	18 106
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	428 577	411 060
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-327 337	-1 607

Compte de résultat exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 (2/2)

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	19 254	15 041
Total V	19 254	15 041
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	630	191 312
Total VI	630	191 312
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	18 624	-176 271
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	4 827 270	4 738 171
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	5 135 983	4 916 049
EXCEDENT OU DEFICIT	-308 713	-177 878
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	288 551	276 520
TOTAL	288 551	276 520
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	192 465	200 383
Prestations en nature	96 086	76 137
TOTAL	288 551	276 520

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2023

1-OBJET SOCIAL ET PERIMETRE DE LA FLL

Reconnue d'utilité publique par un décret du 25 août 1950, la fondation Louis Lépine (FLL) est chargée « *de mettre en œuvre, conformément aux objectifs fixés par le préfet de police, les prestations d'action sociale qui lui sont confiées statutairement ou conventionnellement en application des dispositions de l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, au profit des personnels, en activité ou retraités, de l'État et des administrations parisiennes de la préfecture de police ainsi qu'à leurs familles.* » (Article 1er des statuts de la fondation Louis Lépine en date du 2 mai 2016).

2-NATURE DES ACTIVITES ET MISSIONS REALISEES PAR LA FLL

L'article 2 des statuts de la FLL, dispose que « *les compétences statutaires d'action sociale de la fondation s'exercent dans les domaines d'activités suivants :*

- *l'aide et la solidarité financière sous forme, notamment, de prêts d'honneur, de prêts d'installation en début de carrière, d'amélioration de l'habitat, de bourses et de dons ;*
- *l'aide financière aux familles des personnels victimes du devoir ;*
- *l'acquisition et la gestion, directe ou déléguée, de résidences pour les fonctionnaires ;*
- *l'organisation de prestations culturelles, de loisirs, de vacances ou d'activités culturelles ;*
- *la gestion d'une bibliothèque-médiathèque. ».*

3-MOYENS MIS EN OEUVRE PAR LA FLL

Une Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) entre le ministère de l'intérieur, la préfecture de police et la fondation Louis Lépine définit les missions et les objectifs assignés à la fondation Louis Lépine par ses organismes de tutelle.

Elle précise également les conditions d'octroi et d'utilisation des moyens matériels et financiers qui lui sont alloués ainsi que les modalités de contrôle de l'administration.

La CPOM 2023 à 2025 a été signée le 31 juillet 2023.

Les missions de la fondation Louis Lépine pour les années 2023 à 2025 s'articulent autour de trois axes :

- Améliorer la sécurité, la qualité et la pertinence de l'offre en matière de solidarité financière, d'hébergement et de prestations loisirs,
- Conforter le modèle économique de la fondation en maîtrisant les dépenses et en développant les ressources propres, évaluer l'autonomie de la fondation et sa capacité d'autofinancement
- Renforcer et optimiser la gouvernance et les fonctions supports.

NOTE 1-FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2023

Les faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant sont les suivants :

Note 1-1-Les subventions de participation aux frais de fonctionnement

Dans le cadre de la CPOM 2023-2025, trois conventions annuelles de financement ont été signées par la fondation Louis Lépine :

- la convention de financement des activités gestion 2023 avec le ministère de l'intérieur, Direction des Ressources Humaines du 13 septembre 2023 et avenant n°1 du 5 décembre 2023
- la convention de financement des activités gestion 2023 avec le ministère de l'intérieur, Direction des Ressources Humaines, des Finances et des Soutiens de la police Nationale du 18 août 2023
- la convention de financement des activités gestion 2023 avec la préfecture de police sur le budget spécial de la préfecture de police du 31 juillet 2023

Le ministère de l'intérieur a attribué et versé à la fondation Louis Lépine une subvention de participation aux frais de fonctionnement d'un montant de 878 401€ pour l'exercice 2023.

La préfecture de police a attribué à la fondation Louis Lépine une subvention de participation aux frais de fonctionnement d'un montant de 312 000€ pour l'exercice 2023.

Note 1-2-Fiscalité

Suite à ses échanges avec l'administration fiscale au cours de l'exercice 2021, la fondation Louis Lépine a fiscalisé ses activités à compter de 2020.

Au titre de l'exercice 2023, la fondation présente un résultat fiscal déficitaire ne donnant pas lieu à versement d'impôt sur les sociétés.

Note 1-3-Informations-Evènement Post-clôture

Aucun évènement post-clôture n'est intervenu.

NOTE 2-PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Cadre légal de référence

Les comptes annuels de l'exercice 2023 sont établis conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général et à celles du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

2.2 Principes comptables généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3 Principes d'établissement des comptes annuels

Les comptes sont établis en euros. Ils couvrent la période d'activité du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

2.4 Changement de méthodes et de présentation comptables

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.5. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du bilan-Actif

2.5.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire.

Les frais d'établissement correspondent aux frais d'acquisition des biens immobiliers (honoraires, frais d'actes, droits d'enregistrement) de l'immeuble Sauffroy. Ils ont été amortis sur une durée de 5 ans.

Les autres immobilisations incorporelles correspondent :

- ▣ A la réservation de 5 lits pour personnes handicapées auprès d'organismes spécialisés, pour un montant de 79 121,04€ (conventions du 5 octobre 1992 et du 7 février 1995). La durée d'amortissement du droit d'usage attaché à cette réservation est de 30 ans.
- ▣ A l'acquisition de logiciels amortis sur une durée de 3 ans à compter de la date de mise en service.
- ▣ Au logiciel Sage 1000 amorti sur une durée de 5 ans à compter de la date d'acquisition.
- ▣ Au logiciel de gestion des prêts, amorti sur une durée de 5 ans à compter de la date de mise en service.
- ▣ Au Site internet digitalisé de la FLL et ses évolutions fonctionnelles, amortis sur une durée de 5 ans à compter de la date de mise en service.
- ▣ Au module de réservation pour l'Arbre de Noël des enfants des ayants droit de la FLL et ses évolutions amortis sur une durée de 5 ans à compter de la date de mise en service.

VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentation par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement	7 634		
Concessions, brevets, logiciels et droits similaires	542 304		80 567
Immobilisations incorporelles en cours	6 182		
TOTAL immobilisations incorporelles	556 120	0	80 567

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			7 634
Concessions, brevets, logiciels et droits similaires			622 871
Immobilisations incorporelles en cours			6 182
TOTAL immobilisations incorporelles	0	0	636 687

Les acquisitions de l'exercice 2023 concernent les évolutions fonctionnelles du site internet développé par ADIMEO pour un montant de 66 420€ et celles du module Arbre de Noël créée en 2022, destiné à la gestion des réservations des événements par les ayant-droit de la FLL, pour un montant de 14 147€.

VARIATION DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	Montant début d'exercice	Augmentation dotations	Diminution reprise	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	7 634			7 634
Concessions, brevets, logiciels et droits similaires	341 549	77 907		419 456
TOTAL immobilisations incorporelles	349 183	77 907	0	427 090

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.5.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation réelle la plus proche :

▣ Constructions sur sol propre	50 ans
▣ Agencements et aménagements des constructions	15 ans
▣ Matériel, outillage, installations techniques	10 ans
▣ Agencements et installations	10 ans
▣ Mobilier	10 ans
▣ Matériel de bureau et informatique	3 ans

VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentation par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains	403 710					403 710
Constructions sur sol propre	54 119					54 119
Constructions installations générales	542 692					542 692
Installations techniques et outillage industriel	24 420				0	24 420
Agencement, matériel industriel	584 067					584 067
Matériel de transport	0		10 900			10 900
Matériel de bureau, informatique et mobilier	234 594		5 818		0	240 412
Immobilisations corporelles en cours	0					0
TOTAL immobilisations corporelles	1 843 602	0	16 718	0	0	1 860 320

Les acquisitions de l'exercice 2023 concernent le rachat du véhicule Kangoo loué en location longue durée avec option d'achat pour 10 900€ et l'achat de 3 ordinateurs portables pour un montant total de 4 290€ et d'un destructeur de documents pour un montant 1 527€.

VARIATION DES AMORTISSEMENTS

RUBRIQUES	Montant début d'exercice	Augmentation dotations	Diminution reprise	Montant fin d'exercice
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Constructions sur sol propre	41 490	1 083		42 573
Constructions installations générales	466 412	18 869		485 282
Installations techniques et outillage industriel	17 884	979		18 863
Agencement, matériel industriel	569 413	1 872		571 285
Matériel de transport	0	1 374		1 374
Matériel de bureau, informatique et mobilier	213 841	11 609		225 450
TOTAL immobilisations corporelles	1 309 041	35 785	0	1 344 827

Les dotations aux amortissements apparaissent sous la rubrique « Charges d'exploitation » du compte de résultat.

2.5.3. Immobilisations financières

VARIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentation par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	6 683 132		271 491
Prêts	4 169 296		2 502 236
Autres	0		4 744
TOTAL immobilisations financières	10 852 428	0	2 778 471

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	65 399		6 889 223
Prêts	1 830 330		4 841 202
Autres	0		4 744
TOTAL immobilisations financières	1 895 729	0	11 735 169

VARIATION DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

RUBRIQUES	Montant début d'exercice	Augmentation dotations	Diminution reprise	Montant fin d'exercice
Titres immobilisés	2 100	49 300	0	51 400
Prêts et autres immobilisations financières	40 935	15 644	4 866	51 713
TOTAL immobilisations financières	43 035	64 944	4 866	103 113

ECHEANCES DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

RUBRIQUES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
DE L'ACTIF IMMOBILISE				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	6 889 223	66 191		6 823 032
Prêts	4 841 202	1 595 511	3 245 691	
Autres immobilisations financières	4 744			4 744
Total de l'actif immobilisé	11 735 169	1 661 702	3 245 691	6 827 776

2.5.3.1. Les prêts :

2.5.3.1.1 Prêts accordés aux ayants-droit sur fonds propres

Avant la réforme des prêts sociaux :

Du 1er janvier au 30 septembre 2017, la fondation Louis Lépine proposait à ses ayants droit deux types de prêts : le prêt d'honneur à taux zéro (PHTZ) et les prêts à l'aménagement du cadre de vie (PACV). Leur montant nominal variait de 800€ à 15 000€ selon le type de prêt. Les prêts 'accession à la propriété (PAP) étaient proposés aux ayant-droits jusqu'au 1^{er} novembre 2014.

Depuis la réforme des prêts sociaux entrée en application le 1^{er} octobre 2017 :

La fondation Louis Lépine propose des prêts sociaux à des conditions préférentielles pour des motifs d'ordre social, conformément aux dispositions de l'article L.511-6 du code monétaire et financier. Le conseil d'administration du 16 décembre 2021 a voté la création d'un nouveau prêt « rachat de crédits » et le changement de modalités concernant le prêt auto (augmentation du montant maximum de 15 000€ à 20 000€ et de la durée maximum de 60 à 72 mois).

Evolutions au cours de l'exercice 2023 :

La forte hausse des demandes de prêts sociaux a contraint la fondation à revoir les critères d'octroi, les montants et les taux des prêts proposés aux ayants droit.

Le 12 avril 2023, le Conseil d'Administration a voté une hausse des taux d'intérêt de 0,50 %, une réévaluation du « reste à vivre » et une obligation de co-emprunteur lorsque le taux d'endettement est supérieur à 40%.

Le 5 septembre 2023, le conseil d'administration a voté une hausse des taux d'intérêt, en passant à un taux unique de 4,20 %, et une baisse du montant maximum empruntable pour les prêts auto-moto de 20 000 € à 10 000 €.

Le tableau synoptique de l'offre des prêts sociaux, appliqué sur l'exercice 2023 est présenté ci-dessous :

Tableau synoptique des prêts sociaux

Type de Prêt	Destination	Motif	Cumul Prêt	Justificatif d'utilisation (O/N)	Montant maximum	Durée minimale (en mois)	Durée maximale (en mois)	Taux
PSTZ (prêt social à taux zéro)	<u>Condition de rémunération :</u> Agent de la préfecture de police rémunéré jusqu'à l'indice sommital de la grille incidiante des agents appartenant à la catégorie C	Difficultés liées à des événements personnels ou familiaux	Non autorisé entre ces deux prêts	O	2 000 €	6	25	0%
	Evénement familial	Décès (ascendant, descendant), divorce, dissolution de PACS ou naissance		O	2 000 €	12	25	
	Primo-affectation à la préfecture de police	Aides à l'installation	Autorisé	O	2 000 €	6	25	
	Financement équipements ou travaux favorables à l'environnement	Transition énergétique		O	2 000 €		25	
	Situation d'urgence sociale	Difficultés /précarité	Non autorisé	O	2 000 €	6	25	
PSTP (prêt social à taux préférentiel)	Vie quotidienne	Frais santé (exemples : orthodontie, appareillage auditif), scolarité, mariage, PACS, permis conduire, frais de notaire, équipements (électroménager)	Autorisé	O	5 000 €	24	60	A compter du 12/4/2023 : de 1,80% jusqu'à 36 mois et 2,60% au-delà sauf études supérieures A compter du 5/9/23 : taux unique de 4,20% quelque soit la durée
	Aide logement locatif	Frais locatifs entrée lieux	Autorisé	O	2 000 €	12	24	
	Rachat de crédits	Rachat de crédits	Autorisé	O	5 000 €	12	60	
	Frais scolarité Etudes supérieures	Etudes supérieures	Autorisé	O	5 000 €	23	60	
	Travaux mobiliers dans résidence principale	Travaux et aménagements (résidence principale)	Autorisé	O	10 000 €	24	60	
	Achat auto moto	Achat auto moto	Autorisé	O	10 000 €	24	72	

L'encours en capital des prêts inscrit à l'actif du bilan se répartit de la manière suivante :

❑ Prêts d'honneur à taux zéro (PHTZ):	34 605€
❑ Prêts sociaux à taux zéro (PSTZ) :	278 272€
❑ Prêts d'amélioration au cadre de vie (PACV):	27 594€
❑ Prêts sociaux à taux préférentiel (PSTP) :	3 398 595€
❑ Prêt d'accession à la propriété (PAP) :	496 441€

TOTAL

4 235 507€

Les échéances non honorées à chaque terme font l'objet d'un reclassement en créances d'exploitation afin d'assurer un meilleur suivi.

2.5.3.1.2. Autres prêts :

2.5.3.1.2.1. Prêts ayant pour objet la réservation de logements

Les avances accordées par la ville de Paris à la fondation Louis Lépine sous forme d'emprunt ont été utilisées auprès de sociétés immobilières (collecteurs inter professionnels du logement HLM, ...) sous forme de prêts sans intérêts d'une durée de quarante ans, remboursables en dix annuités constantes à partir de la 31^{ème} année.

En contrepartie de ces prêts, la fondation dispose d'un droit de réservation dans le programme de construction de ces sociétés immobilières, au bénéfice du personnel à statut Ville de Paris pour une durée de 30 à 40 ans. La gestion des réservations de logement est effectuée par le bureau du logement de la sous-direction de l'action sociale de la préfecture de police.

Le montant du capital restant dû s'élève à **603 330€** et le montant des échéances échues sur l'exercice 2023 représente un montant de **151 595€**.

Organismes	Date signature convention	Montant prêt	Durée en mois	Différé remboursement (mois)	Annuité	Date première échéance	Dernière échéance	Capital restant dû
ACTION LOGEMENT NORD-EX CIL HABITAT SOCIAL	08/07/1985	181 414,00	480	360	12	08/07/1985	08/07/2024	18 141,34
ACTION LOGEMENT-EX PROCILIA	02/08/1985	37 198,00	480	360	12	02/08/1985	02/08/2024	3 719,80
ACTION LOGEMENT-EX PROCILIA	02/08/1985	27 441,00	480	360	12	02/08/1985	02/08/2024	2 744,10
ACTION LOGEMENT NORD-EX CIL HABITAT SOCIAL	08/07/1986	62 199,00	480	360	12	08/07/1986	08/07/2025	12 439,78
ACTION LOGEMENT NORD-EX CIL HABITAT SOCIAL	24/02/1987	210 675,00	480	360	12	24/02/1987	24/02/2026	63 202,50
ACTION LOGEMENT NORD-EX CIL HABITAT SOCIAL	13/12/1988	210 380,00	480	360	12	13/12/1988	13/12/2026	63 114,04
ACTION LOGEMENT-EX CIL L'HABITATION FRANCAISE	25/09/1989	210 380,00	456	336	12	25/09/1989	25/09/2025	42 076,04
ACTION LOGEMENT-EX CIL L'HABITATION FRANCAISE	13/03/1990	210 380,00	456	336	12	13/03/1990	13/03/2028	105 190,04
REGIE IMMOBILIERE VILLE DE PARIS (RIVP)	14/09/1992	365 878,00	480	360	12	14/09/1992	14/09/2031	292 702,40
TOTAL								603 330

2.5.3.1.2.2. Prêts relatifs à l'effort à construction

Il s'agit des prêts accordés par la fondation Louis Lépine à l'organisme collecteur de fonds 1% logement, dénommé Action Logement, dans le cadre de l'effort des employeurs à construction. Le montant du capital restant dû de ces prêts, au 31 décembre 2023, s'élève à **1 602€**.

2.5.3.1.2.3. Autres prêts

Les autres prêts concernent un prêt à l'Ecole des gardiens de la paix dont la valeur nette s'élève à **762€**.

2.5.3.2. Les titres immobilisés de l'activité de portefeuille

Le montant total des titres immobilisés s'élève à **6 823 032€**. Il comprend un montant de frais de souscription des SCPI d'un montant de **468 889€**. Les intérêts courus s'élèvent à **66 191€**.

ETAT DES TITRES IMMOBILISES

RUBRIQUES		2023								
Détail des titres immobilisés	Date acquisition	Valeur acquisition (A)			Frais souscription (B)	Valeur acquisition totale (A) + (B)	Valeur acquisition montants appelés au 31/12/23 (E)	Valeur liquidative montants appelés au 31/12/23 (F)	Dépréciation au 31/12/23 G = (E - F)	Intérêts courus (C)
		Nombre	PU	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Sociétés civiles de placements immobiliers (SCPI)		20 246		4 231 527	468 889	4 700 416	4 231 527	4 274 732	0	58 710
Pierval santé (Euryle AM)	25/04/2019	7 500	179	1 342 350	157 650	1 500 000	1 342 350	1 369 200		16 650
Atream hotels (Atream)	25/04/2019	600	900	540 000	60 000	600 000	540 000	540 000		8 862
Epargne pierre (Voisin)	25/04/2019	4 391	185	810 140	90 015	900 155	810 140	821 995		13 436
Activimmo (Atream)	27/05/2021	328	545	178 872	21 208	200 080	178 872	178 872		2 758
Fairinvest (Euryle AM)	27/05/2021	2 500	180	450 000	50 000	500 000	450 000	454 500		7 100
Primovie	07/06/2021	4 927	185	910 165	90 016	1 000 181	910 165	910 165		9 903
SA coopérative d'intérêt collectif à capital variable (SCIC)		600	500	300 000	0	300 000	300 000	300 000	0	7 482
Titres participatifs- Les 3 Colonnes	19/09/2022	600	500	300 000		300 000	300 000	300 000		7 482
Fund Infrastructure II (Access Capital)				822 617	0	822 617	822 617	930 040	0	0
(1er appel fonds)										
Access Fund infrastructures	05/06/2019	1 000	100	1 000 000	0	1 000 000	822 617	930 040		
Fonds non appelés				-177 383		-177 383				
OPPCI 13 (Swiss Life)				1 000 000	0	1 000 000	1 000 000	948 600	51 400	0
(1er appel fonds)										
Immobilier Impact Investing	23/04/2019	1 000	100	1 000 000		1 000 000	1 000 000	948 600	51 400	
Fonds non appelés				0		0				
TOTAL						6 823 032	6 354 144	6 453 372	51 400	66 191

* Au 1/1/2021 : division d'une part de 1 000€ en cinq parts de 200€

En 2019 et en 2021, la fondation a fait l'acquisition de titres de SCPI en pleine propriété. Les commissions de souscription des SCPI ont été incorporées aux frais d'acquisition des SCPI sous-jacentes immobilisées. Lors de l'exercice 2022, les titres participatifs « Les 3 Colonnes » ont été acquis auprès de la SCIC pour un montant total de **300 000€**.

Les titres relatifs aux fonds infrastructure « Access Capital » ont été comptabilisés pour leur valeur d'engagement contractuelle de 1 000 000€. A la clôture de l'exercice, les fonds non appelés et non libérés représentant 177 383€ ont été imputés en diminution de leur valeur d'engagement au poste « Versement restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés ».

Les titres immobilisés de l'OPPCI I3 « Immobilier Impact Investing » (part S) font l'objet d'une provision pour dépréciation. La valeur locative de la part S détenue par la fondation représente **948 600€** pour une valeur d'acquisition de **1 000 000€**, soit une moins-value latente de **51 400€** qui fait l'objet d'une dotation aux provisions pour dépréciation.

Cette dépréciation s'explique par la baisse de la valeur d'expertise des actifs immobiliers liée à l'ajustement des taux de marché mais ne reflète pas la performance du fonds qui est en cours d'investissement. Dans un même temps, la FLL a perçu des dividendes en 2023 pour un montant de **10 400€** inscrits en produits financiers.

2.5.4. Créances

2.5.4.1. Créances clients et comptes rattachés

2.5.4.1.1. Créances clients

Le montant en valeur brute des créances est de 418 547€.

ETAT DES CREANCES PAR ACTIVITE ET EXPLICATIONS

Créances par activité	Montant BRUT	Provision	Montant NET	Montant NET (N-1)
Créances clients	66 850	0	66 850	57 197
Activités sociales et culturelles	3 256	0	3 256	10 895
Produits communs	42 155	0	42 155	42 564
Prêts	18 110	0	18 110	0
Résidences d'accueil	3 328	0	3 328	3 737
Créances douteuses	351 697	299 378	52 319	54 836
Prêts	158 108	121 988	36 120	46 106
Résidences d'accueil	193 590	177 390	16 200	8 730
Total	418 547	299 378	119 169	112 033

Les créances clients concernent :

Activités sociales et culturelles : les ventes de billetterie et de Kiosque Spectacle.

Produits communs : factures de la période de décembre 2023 reçues en janvier 2024 de MAXICOFFEE pour un montant total TTC de 35 513,28€ et une facture de pénalités de 3 250€, de ME Group pour un montant TTC de 2 328,65€ et de factures de BELL ARANCIA pour le second semestre 2023 d'un montant total TTC de 1 063,46€.

Prêts :

-Prêts sur fonds propres : PHTZ, PSTZ, PACV, PSTP et PAP.

-Prêts immobiliers accordés par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF), pour lesquels la fondation Louis Lépine s'est portée caution.

Résidences d'accueil :

-Loyers impayés des locataires des résidences d'accueil (Kremlin-Bicêtre, Bluets, Nanterre, Sauffroy).

2.5.4.1.1. Créances sur vente de séjours

Les séjours achetés auprès des prestataires de vacances jeunes sont revendus au prix facturé par le prestataire ou à un prix inférieur lorsqu'une subvention est accordée par la fondation Louis Lépine. Les séjours de l'exercice concernent les séjours effectués au cours des sessions d'hiver, de printemps, d'été et d'automne.

2.5.4.1.2. Créances clients douteuses

Le montant total des créances douteuses s'élève à **351 697€** avec la répartition ci-après :

Créances douteuses par activité	Impayés 31/12/23	Impayés 31/12/22	Variation Impayés	Provision au 31/12/2023	Provision au 31/12/2022	Variation provision	Taux de provision au 31/12/2023
Prêts FLL							
PACV-PSTP	52 252	66 479	-14 227	39 925	46 247	-6 322	76%
PHTZ-PSTZ	9 670	10 763	-1 093	6 653	6 360	+ 293	69%
PAP	41 164	41 064	+ 100	22 323	20 423	+ 1 900	54%
Plan banque de France	1 334	613	+ 721	0	383	- + 383	0%
Total 1	104 420	118 919	-14 499	68 900	73 413	-4 513	66%
Prêts sur fonds externes							
GMF	25 413	25 683	-270	24 813	25 083	-270	98%
CDC	28 275	28 875	-600	28 275	28 875	-600	100%
Total 2	53 688	54 558	-870	53 088	53 958	-870	99%
Résidences d'accueil							
Bluets	27 857	18 047	+ 9 810	23 370	18 047	+ 5 322	84%
Kremlin-Bicêtre	159 028	165 105	-6 077	149 403	156 375	-6 973	94%
Nanterre	1 248	2 528	-1 280	1 248	2 528	-1 280	100%
Sauffroy	5 456	4 022	+ 1 434	3 370	4 022	-652	62%
Total 3	193 590	189 702	3 888	177 390	180 972	-3 582	92%
Total général (1+2+3+4)	351 697	363 179	-11 482	299 378	308 343	-8 965	85%

2.5.4.1.3. Provisions pour dépréciation des créances douteuses

La procédure de dépréciation des créances douteuses a été modifiée au 1^{er} janvier 2017.

Au cours de l'exercice 2017, un état des lieux des dossiers de créances a été réalisé. Les différentes situations recensées ont permis d'affiner l'estimation de dépréciation de ces créances déterminée dossier par dossier, au regard des critères suivants : antériorité de la créance, nombre d'échéances impayées, action engagée contre le débiteur (procédure judiciaire, procédure amiable avec établissement d'un protocole d'accord entre la FLL et le débiteur respecté ou non par le débiteur, procédure de surendettement etc....).

Une codification précise de tous les cas de contentieux a été définie afin d'apprécier le taux de dépréciation applicable à chaque créance.

Au cours de l'exercice 2020, la procédure a été affinée en introduisant une modulation du risque de non recouvrement en fonction indices positifs d'irrecouvrabilité (versements réguliers, en contact régulier avec la FLL) ou négatifs (saisie infructueuse, échéancier non respecté, situation délicate du débiteur,...). A compter de l'exercice 2021, la créance impayée des locataires partis est systématiquement provisionnée à 100%.

A la clôture de l'exercice, le taux de dépréciation des créances douteuses est de 85%.

La même méthode a été appliquée aux créances douteuses et au montant du capital restant dû par l'emprunteur.

2.5.4.1.4. Avances et acomptes versés sur commande

Le montant du poste « Avances et acomptes » de **5 737€** correspond aux montants versés à UNI-CE sur le compte dépôt billetterie.

2.5.4.1.5. Autres créances

A clôture de l'exercice, les autres créances représentent un montant total de **119 143€**.

AUTRES CREANCES	2023	2022
Fournisseurs autres avoirs	15 124	1 302
Cotisation Médecine du travail (CMIE)	1 228	1 228
Autres (MACIF et KALIDEA)	66	74
CDC HABITAT	13 830	
Fournisseurs exploitation débiteurs	0	49 195
Avoir Wedoogift-chèques cadeaux arbre de Noël périmés	0	49 195
Sécurité sociale et autres organismes	0	2 904
Ticket restaurant	0	2 904
Etat-autres impôts et versements assimilés	36 357	31 633
Taxe sur salaires	36 357	31 633
Etat divers à recevoir	59 747	98 601
Subvention DRCPN-arbre de Noël (solde)	59 747	68 429
Subvention DRCPN-module réservation arbre de Noël	0	27 732
Subvention DRCPN-colocation (solde)	0	2 440
Débiteurs divers	861	42 076
Organismes collecteurs (créance sur prêt réservation logement)	0	42 076
Autres	861	
Produits à recevoir	0	10 500
Retrocessions prestataires	0	10 500
Autres débiteurs	7 054	8 560
Retrocessions prestataires	7 000	8 000
Autres	54	560
TOTAL	119 143	244 771

Les autres créances (119 143€) sont toutes des créances à moins d'un an.

Le détail des produits à recevoir est le suivant :

PRODUITS A RECEVOIR	2023	2022
<u>Clients - factures à établir</u>		
Redevance Bell Arancia 2ème semestre 2022	0	940
<u>Etat-produits à recevoir</u>		
Taxe sur salaires	36 357	31 633
Subventions DRHFS PN (solde subvention)	59 747	98 601
<u>Autres produits à recevoir</u>		
Retrocessions prestataires		10 500
TOTAL	96 104	141 674

2.5.5. Valeurs Mobilières de Placement (VMP)

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition.

ETAT DES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENTS

RUBRIQUES	2023	2022
Contrat de capitalisation en fonds en euros- Suravenir	0	2 000 000
Intérêts	0	161 363
Livret My Money Bank	0	295 910
Intérêts courus		
Contrat de capitalisation en fonds en euros- Cardif	0	2 000 000
Intérêts courus	0	149 402
Contrat de capitalisation en fonds en euros et UC- CNP LUX	1 500 000	
Intérêts courus		
Comptes à terme-My Money Bank	2 000 000	1 000 000
Intérêts courus	55 233	19 214
Livret SG	2 274 999	
Intérêts courus	42 230	
TOTAL	5 872 462	5 625 888

Le contrat de capitalisation CNP LUX a été souscrit en date du 27 juin 2023 pour un montant de 1 500 000€. Au 31 décembre 2023, la valeur liquidative s'élève à 1 562 347€ soit une plus-value latente de 62 347€.

2.5.6. Disponibilités

Les disponibilités représentent l'ensemble des soldes bancaires compensés par établissement bancaire, les valeurs à l'encaissement et les valeurs en espèces.

DISPONIBILITES

RUBRIQUES	2023	2022
Valeurs à l'encaissement	0	0
Banques	36 420	1 206 499
SG (absorption Crédit du Nord)	36 420	1 206 499
Caisse	2 870	515
TOTAL	39 290	1 207 014

Le montant des disponibilités diminue de 1 167 724€ par rapport à celui de l'exercice 2022 en raison notamment de la souscription d'un compte à terme auprès de My Money Bank effectué début janvier 2023 pour un montant de 1M€ (cf.2.5.5.).

2.5.7. Charges constatées d'avance

RUBRIQUES	2023	2022
Contrats de maintenance (logiciels)	3 321	3 190
Contrats de location mobilière ou autres	125	118
Assurances hébergement (dont colocations)	13 138	11 665
Assurance véhicules	408	408
Tierce maintenance applicative site FLL-Adiméo	0	3 300
Hébergement site FLL-Adiméo	0	1 174
Signature électronique You Sign - location et package	12 050	12 362
Hébergement cloud application Sage suite financière	17 120	15 995
Abonnement plateforme billetterie Uni-CE	16 402	16 162
Cotisation Médecine du travail (CMIE)	0	2 592
Abonnement CSE -plateforme billetterie Uni-CE	850	0
TOTAL	63 413	66 965

2.6. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du bilan-Passif

2.6.1. Fonds propres de la Fondation Louis Lépine

Le tableau de variation des fonds propres après affectation du résultat 2022 se présente de la façon suivante :

RUBRIQUES	A l'exercice	Affectation du Résultat	Retraitement	Augmentations	Diminutions	A la clôture
Fonds associatifs sans droit de reprise :						
Fonds statutaires (article 12- statuts du 2 mai 2016)	112 843		-2 417	5 519		115 946
Subvention d'investissement sur biens renouvelables	0					0
Total Fonds associatifs sans droit de reprise	112 843	0	-2 417	5 519	0	115 946
Réserves :						
Réserves statutaires	2 225 761					2 225 761
Fonds de trésorerie	9 004 368					9 004 368
Réserve de participation	1 086 322					1 086 322
Total Réserves	12 316 450	0	0	0	0	12 316 450
Report à nouveau	2 426 418	-177 878	2 417		5 519	2 245 438
Résultat de l'exercice : excédent/déficit	-177 878	177 878			308 713	-308 713
Situation nette (1)	14 672 832	0	0	5 519	314 232	14 369 136
Subventions d'investissements nettes	38 697			7 238	24 535	21 400
Total autres fonds associatifs (2)	38 697	0	0	7 238	24 535	21 400
TOTAL (1) + (2)	14 711 530	0	0	12 757	338 767	14 398 829

Lors de la séance d'approbation des comptes 2022, le conseil d'administration du 28 juin 2023 a affecté le résultat net déficitaire de l'exercice 2022, d'un montant de - 177 878 €, au poste « **Report à nouveau débiteur** ».

Conformément aux statuts du 2 mai 2016, le conseil d'administration du 28 juin 2023 a procédé à l'actualisation du montant de la dotation initiale (alinéa 2 de l'article 2 du chapitre IV - dotation et ressources). Le montant de la dotation initiale a été revalorisé de 5,20% au regard du taux d'inflation constaté au cours de l'exercice 2022. Le montant du poste « fonds statutaires -dotation initiale » a été porté de 106 140,50€ à 111 659,81€ et le poste « Fonds de trésorerie » a diminué de 5 519€.

La dotation initiale est constituée d'une partie du compte-livret détenu auprès de la banque « SG », inscrit à l'actif du bilan au poste « valeurs mobilières de placements ».

Le montant des réserves, avant affectation du résultat de l'exercice 2023, s'élève à 12 316 450€. Il est constitué des réserves statutaires (2 225 761€), du fonds de trésorerie (9 004 368€) et de la réserve de participation (1 086 322€). Les placements concernant les réserves statutaires sont les comptes à termes « My Money Bank » inscrits en valeurs mobilières de placement (cf.2.5.5).

La réserve des participations a été constituée dans le cadre de l'affectation des résultats 2012 et 2013 de la fondation, pour faire face au remboursement des participations des prêts. Elle faisait suite à la décision du conseil d'administration de la fondation Louis Lépine du 15 mai 2012, de mettre fin au dispositif des participations des prêts avec le remboursement des participations sur 8 ans en application des modalités du règlement des prêts.

Les subventions d'investissements sont portées au résultat de chaque exercice à concurrence des amortissements pratiqués sur les biens pour lesquels elles ont été reçues.

Au cours de l'exercice 2023, le Ministère de l'intérieur a attribué une subvention complémentaire de **3 741€** au financement du module de réservation à l'Arbre de Noël développé par la société Adiméo en 2022 pour lequel une subvention de **27 732€** avait été allouée à la FLL au titre de l'exercice 2022, portant le montant total de sa participation au module à **31 473€** et représentant 90% de son coût de 34 790€.

S'agissant de la préfecture de police, une subvention de **3 497€** représentant 10% du montant du module « Arbre de Noël », a été attribuée et versée sur l'exercice, via le budget spécial de la préfecture de police.

Par ailleurs, la subvention attribuée en 2022 par le ministère de l'intérieur d'un montant de **6 631€** pour la réalisation d'évolutions informatiques du site de la fondation a été annulée en raison de la non réalisation des évolutions prévues.

Le solde des subventions d'investissement représente **21 399€**. Il correspond au montant non amorti des subventions d'investissement attribuées par l'Etat pour le financement :

- des gros travaux réalisés en 2007 par la fondation sur la résidence d'accueil de Sauffroy pour **1 664€**
- du module de réservation à l'Arbre de Noël et des évolutions informatiques pour **19 735€**

2.6.3. Provisions pour risques et charges

Au cours de l'exercice 2020, la fondation Louis Lépine a fait l'objet, d'une saisine Prudhommale concernant une ancienne salariée. En application du principe de prudence et au regard des éléments d'appréciation du risque fournis par l'avocat de la fondation, une provision pour litiges a été constituée à proportion de 50% du montant demandé par la salariée.

Une audience de jugement devant le conseil des prudhommes étant prévue fin mai 2024, le montant de 38 612€ de la provision pour risques et charges a été maintenu à la clôture d'exercice.

2.6.3.1. Fonds dédiés relatifs aux subventions reçues par la Fondation Louis Lépine

Le montant des fonds dédiés sur subventions de fonctionnement s'élève à 86 140€.

Libellé	Fonds dédiés à engager au 31/12/2022	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)	Utilisation au cours de l'exercice	Fonds dédiés à engager au 31/12/2023
	A	B	C	D = A + B + C
<u>SUBVENTIONS BUDGET SPECIAL DE LA PREFECTURE DE POLICE</u>				
Séjours jeunes (subvention interministérielle)	1 045		1 045	0
Chèques vacances (1)	0	11 024		11 024
Arbre de Noël (chèques cadeaux non utilisés)	0	9 506		9 506
Cautionnement des loyers (2)	27 235	27 235	27 235	27 235
<u>SUBVENTIONS MINISTERE DE L'INTERIEUR</u>				
Subventions réglementaires prestataires séjours jeunes	12 140		12 140	0
Arbre de Noël (chèques cadeaux non utilisés)	0	3 812	0	3 812
Bourses scolaires aux orphelins	28 181	13 841	28 181	13 841
Colocation-expérimentation partenaire Fondation D'Aguesseau	0	7 426		7 426
Colocation-dispositif FLL	0	13 296		13 296
TOTAL	68 600	86 140	68 600	86 140

(1) Cette subvention versée par le budget spécial de la préfecture de police permet aux agents sous statut administration parisienne de bénéficier de chèques vacances avec une bonification de leur épargne en fonction de leurs ressources. La fondation assure la gestion et la délivrance des chèques vacances par l'ANCV.

(2) Au titre de la garantie de loyers au bénéfice des agents à statut administrations parisiennes, la dernière subvention versée par le budget spécial de la préfecture de police est celle de l'exercice 2016 pour un montant de 10 000€.

Sur l'exercice 2023, la fondation n'a versé aucune somme aux bailleurs privés au titre de sa caution ni recouvré aucun montant au titre de créances impayées. Le montant non consommé à la clôture de l'exercice est de 27 235€.

2.6.3.2. Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes

Par convention de mécénat signée en décembre 2023 avec le fonds de dotation « Pour un Logement Citoyen (FDD-PLC) », la fondation Louis Lépine a bénéficié du versement d'un montant de 15 000€ affecté à la réalisation d'actions relatives à l'hébergement et notamment à l'amélioration des espaces mis à la disposition des agents hébergés dans les résidences et les colocations qu'elle gère.

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement des acteurs proposant des solutions d'accès au logement pour les agents au service de la nation, le FDD-PLC s'engage, au travers de cette convention, à participer au soutien des actions mises en œuvre par la FLL.

Le montant des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes s'élève à 15 000€.

Libellé	Fonds dédiés à engager au 31/12/2022	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées (compte 6894)	Utilisation au cours de l'exercice	Fonds dédiés à engager au 31/12/2023
FONDS DE DOTATION				
"FDD-PLC-Pour un Logement Citoyen"-aménagement salle foyer jeunes policiers résidence KB		15 000		15 000
TOTAL	0	15 000	0	15 000

2.6.4. Dettes

2.6.4.1. Emprunts et dettes financières diverses

RUBRIQUES	2023	2022
Emprunts Budget spécial de la préfecture de police (1)	567 111	713 462
Dépôts de garantie des locataires des résidences d'accueil	62 632	54 503
Fonds de garantie de loyers ETAT (2)	82 393	82 012
Fonds de garantie des prêts (PACV-PAP) (3)	13 616	16 074
Fonds mutuel de garantie (prêts immobiliers-GMF)	30 513	30 513
Participations à la caisse des prêts (4)	2 316 074	2 353 125
TOTAL	3 072 338	3 249 689

ETAT DES DETTES ET DES ECHEANCES

RUBRIQUES	Au 31/12/2023	A moins d'un an	De 1 an à 5 ans	A plus de à 5 ans
Dépôts de garanties locataires	62 632	62 632		
Emprunt Budget spécial de la préfecture de police	567 111	132 631	371 366	63 114
Fonds de garantie PAP et PACV	13 616	13 616		
Fonds de garantie loyer Etat	82 393	82 393		
Fonds de garantie GMF	30 513	30 513		
Participations Caisse Prêts	2 316 074	50 000	2 266 074	
TOTAL	3 072 338	371 784	2 637 440	63 114

(1) Suivi des emprunts du budget spécial de la préfecture de police:

La préfecture de police Paris a octroyé à la fondation Louis Lépine, au titre du budget spécial, des prêts sans intérêts d'une durée de 40 ans, pour un montant total de **2 500 164€**.

Ces prêts ont été affectés à la réservation de logements dans des programmes de construction au profit du personnel à statut des administrations parisiennes de la préfecture de police conformément à leur destination (cf. 2.5.3.1.2.1). Les emprunts sont remboursables en dix annuités à l'expiration d'un délai de trente ans.

Année	Montant emprunté	Durée de l'emprunt	Montant Capital restant dû
1972	304 898	40 ans	0
1977	457 347		0
1982	686 021		41 161
1987	210 380		63 114
1988	210 380		84 152
1989	210 380		105 190
1990	210 380		126 228
1991	210 380		147 266
TOTAL	2 500 164		567 111

Le montant du capital restant dû à la clôture de l'exercice s'élève à 567 111€.

(2) Garantie des loyers privés pour les agents de l'Etat

La convention cadre signée le 11 octobre 1994 entre le Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire (M.I.A.T.), l'Union Nationale des Propriétaires Immobiliers (U.N.P.I.), le Crédit Foncier de France, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H.), la fondation Jean Moulin et la fondation Louis Lépine, a institué une procédure d'aide au logement en faveur des fonctionnaires relevant du ministère de l'intérieur.

Par convention du 21 novembre 2015, un fonds de garantie a été créé pour permettre à la fondation Louis Lépine de faire face aux charges d'impayés (loyers, charges et indemnités d'occupation) qu'elle aura à supporter dans le cadre des engagements qu'elle aura souscrits au titre de la convention-cadre.

Par cette convention, la fondation Louis Lépine s'engage à garantir le paiement des loyers, charges et indemnités d'occupation impayées par les locataires défaillants dans le cadre d'un acte de cautionnement solidaire envers les propriétaires privés pour les baux conclus entre les fonctionnaires relevant de la préfecture de police et les propriétaires privés.

Le Ministère de l'intérieur a mis à la disposition de la fondation Louis Lépine au début de l'année 1996, une somme de 38 112€ destinée à créer un fonds de garantie pour la mise en œuvre de cautionnement au titre de cette convention.

Le 31 juillet 2000, un avenant à la convention du 21 novembre 1995, a porté le montant du fonds de garantie de 38 112€ à 60 980€. L'avenant du 2 mai 2001 a porté le montant du fonds de garantie de 60 980€ à 68 602€ en raison de l'extension de la convention avec la société immobilière 3F.

Le montant du fonds de garantie peut être révisé, à la hausse comme à la baisse, d'un commun accord entre les parties, sur la base des bilans annuels d'activités du fonds.

Le bilan de l'activité de l'exercice 2023 fait apparaître un excédent des sommes versées aux bailleurs par rapport aux sommes recouvrées auprès des locataires, pour un montant de 381€.

Le montant du fonds de garantie a été porté de 82 012€ à 82 393€, soit une augmentation de 381€ qui se présente comme suit :

Mouvements de l'exercice

RUBRIQUES	Montant 31/12/2022	Paielements aux propriétaires	Encaissements locataires	Variation 2023	Montant 31/12/2023
	A	B	C	D= C-B	E= A + D
Fonds de garantie loyer Etat	82 012	5 291	5 671	381	82 393
TOTAL	82 012	5 291	5 671	381	82 393

(3) Fonds de garantie relatifs aux prêts sur fonds propres

Les contrats des prêts PAP et PACV sont assortis d'un fonds de garantie représentant 1% du capital prêté.

Pour les prêts accordés et payés avant le 28 février 2013, le montant du fonds de garantie est amorti et remboursé au même rythme que les annuités de prêt.

A compter du 1^{er} mars 2013, le fonds de garantie n'est plus amorti mais encaissé sur la première échéance du prêt pour sa totalité.

Dans les deux cas, l'emprunteur bénéficie de la restitution de son fonds de garantie lorsque le prêt est soldé. Dans le cas d'une échéance impayée non régularisée par l'emprunteur, le fonds de garantie est destitué au profit de la fondation en déduction de la créance impayée.

Le fonds de garantie appliqué au contrat de prêt à l'amélioration du cadre de vie a été supprimé par le conseil d'administration du 20 décembre 2017.

(4) Participations à la caisse des prêts

Les opérations de remboursement des demandes de participations ont été effectuées conformément aux dispositions du 9 juillet 2015, de décembre 2015 à décembre 2018.

Néanmoins, la fondation a poursuivi le remboursement des demandes reçues en 2023 pour un montant de **37 051€**.

Au 31 décembre 2023, le montant des participations restant à rembourser aux 3 768 participants des prêts s'élève à **2 316 074€**.

2.6.4.2. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

A la clôture de l'exercice, le montant des dettes fournisseurs et comptes attachés s'élève à **372 780€** dont 224 366€ de factures non parvenues, lesquelles se décomposent comme suit :

- Facture TUI Opération spéciale « Crête » pour un montant estimé à 150 000€
- Facture d'honoraires de CEDRUS, d'un montant de 19 200€
- Achat des chèques cadeaux de l'arbre de Noël 2023 pour un montant de 9 600€
- Provision des honoraires du commissaire aux comptes sur la mission de certification des comptes 2023 pour 13 041€
- Achats séjours jeunes pour 4 305€ (Globe et Colos, Planète Vacances et UCPA)
- Achats de billetterie (spectacles) pour 4 646€
- Résidences pour un montant de 22 092€ (HSF pour 14 550€ et ENGIE (7 542€)
- Autres pour un montant de 1 482€ : factures de frais d'affranchissements de décembre 2023 (154€) de prestation informatique Adiméo (614€), commissions bancaires Stripe (184€), réceptions (522€), digital Océan (8€).

2.6.4.3. Dettes fiscales et sociales

A la clôture de l'exercice, les dettes sociales et fiscales concernant le personnel de droit privé s'élèvent à **240 143€**. Parmi ces dettes, figurent les provisions pour congés payés et les charges sociales et fiscales correspondantes pour un montant total de **173 997€**.

L'avance sur subventions au titre des séjours jeunes 2024 allouée et versée par le Ministère de l'intérieur d'un montant de **293 359€** en décembre 2023 dans la perspective des JOP 2024 a été imputée au poste « 44190000-avance sur subventions ».

2.6.4.4. Tableau récapitulatif des dettes

RUBRIQUES		2023	2022
Dettes fournisseurs		148 414	135 544
Fournisseurs - factures non parvenues		224 366	84 443
TOTAL fournisseurs et comptes rattachés	1	372 780	219 986
Provision pour congés payés		104 745	94 343
Provision pour charges sociales sur congés payés		49 508	48 997
Provision Compte Epargne Temps (CET)		0	45 211
Provision pour charges sociales sur CET		0	28 351
CSE-solde		1 752	0
Sous-total personnel	2	156 005	216 904
URSSAF		34 589	32 993
Caisse de retraite (dont Retraite additionnelle FP)		11 090	11 240
Prévoyance		2 545	4 605
Mutuelle			2 376
Autres organismes sociaux		2 145	1 515
Sous-total organismes sociaux	3	50 368	52 729
Charges fiscales sur congés payés		19 744	17 784
Sous-total taxes dues sur les rémunérations	4	19 744	17 784
DGFIP-prélèvement à la source		5 853	5 310
TVA-sur factures à établir			157
TVA à décaisser		4 316	7 083
Sous-total Etat charge à payer	5	10 169	12 549
Contribution annuelle AGEFIPH		3 856	3 671
Sous-total Etat -autres contributions	6	3 856	3 671
Avance sur subvention 2024 Ministère Intérieur-aide directe séjours jeunes 2024		293 359	0
Sous-total Etat -Subventions à recevoir	7	293 359	0
TOTAL dettes fiscales et sociales	8= 2 à 7	533 502	303 636
Locataires résidences d'accueil-soldes créditeurs		1 881	10 821
Subventions vacances familles		3 342	7 233
Acomptes séjours jeunes hiver		16 698	10 037
Subventions interministérielles prestations jeunes		2 465	5 197
Bourses scolaires orphelins PP		34 707	50 689
Sous-total clients -autres avoirs	9	59 093	83 977
Créditeurs divers		1 984	373
Intériale			2 942
Access capital (appel de fonds n°30)			130 000
Run PP 2023-solde		6 391	
Sous-total créditeurs divers	10	8 375	133 315
TOTAL autres dettes	9 à 10	67 468	217 292

Ces dettes sont à échéances à moins d'un an.

2.7. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat-Charges

2.7.1. Charges d'exploitation

2.7.1.1. Autres achats et charges externes

AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2023	2022
Séjours de vacances jeunes	690 198	521 232
Résidences d'accueil (charges locatives et locations immobilières) (1)	519 216	546 100
Colocations ST-Denis *	18 522	
Colocations expérimentation Fondation d'Aguesseau **	12 974	
Colocations - dispositif FLL financé par MI	63 210	0
Arbre de Noël	432 345	520 402
Chèques vacances	0	76 961
Abonnement utilisation billetterie Uni-CE	24 363	23 910
Evolutions site FLL par UNI-CE	5 760	2 288
Contrats de maintenance des logiciels et interventions spécifiques	30 919	24 054
Honoraires du commissaire aux comptes	24 273	21 681
Assurance multirisques	13 346	13 046
Médiathèque	5 769	6 709
Frais bancaires	5 983	7 933
Affranchissements	2 414	2 108
Frais d'actes et de contentieux	11 548	16 900
Honoraires procédures et divers	12 240	0
Honoraires conseil placements	19 200	24 000
Achats billetterie loisirs	117 144	179 173
Fournitures administratives et informatiques	2 512	1 746
Frais de réception	3 066	2 991
Redevance utilisation site appel d'offres dématérialisé	3 605	2 575
Achat matériel informatique	787	1 735
Achat matériel rayonnage/archivage	0	2 906
Hébergement site FLL	7 040	5 867
Maintenance site FLL par ADIMEO	13 158	19 800
Mission AMOA de ADIMEO- appel d'offres Voyagiste	0	2 040
Mise en place hébergement CLOUD applications comptabilité et paie Sage	17 552	17 086
Prestation signature électronique	17 765	18 703
Appel à la générosité publique -Congrès des notaires	7 650	6 440
Autres	60 670	56 550
TOTAL AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2 143 229	2 124 934

(*) montant 2022 inclus dans poste (1) : (17 400€)

(**) montant 2022 inclus dans poste (1) : (19 162€)

2.7.1.1.2. Autres charges d'exploitation

RUBRIQUES	2023	2022
Pertes créances douteuses ou décès prêts fondation et locataires	19 313	97
Pertes créances séjours Eté 2021	0	3 018
Assurance CNP	7 435	6 345
Actions subventionnées au bénéfice des salariés		4 137
Frais de gestion contrat MAXICOFFEE	42 791	40 965
Organisation RUN PP	17 247	
Achat objets publicitaires	2 305	
Remboursement aux ayants-droit suite annulation spectacle loisirs	11 904	
Autres charges	15 000	7 959
TOTAL	115 995	62 522

2.7.1.2. Impôts et taxes et versements assimilés

Le total de ces charges représente un montant de **88 899€**, réparti de la manière suivante :

- ▣ Taxe sur salaires * : 72 668€
- ▣ Formation continue * : 10 563€
- ▣ Taxes foncières (résidences d'accueil Bluets et Sauffroy) : 4 412€
- ▣ Cotisation AGEFIPH : 3 856€
- ▣ Taxe chiffre d'affaires non récupérable : - 6 325€
- ▣ Autres : 3 725€ (taxe logements vacants)

2.7.1.3. Salaires et traitements et charges sociales

Le montant des charges de personnel s'élève à **1 584 715€**.

Le montant brut des cinq plus fortes rémunérations versées en 2023 s'élève à **407 980€**.

Détail charges de personnel	2023	2022	Variation
Rémunération du personnel	1 058 114	1 001 666	+ 56 448
Charges sociales	443 369	416 721	+ 26 648
Charges fiscales*	83 231	83 392	- 161
Total	1 584 715	1 501 779	+ 82 935

* les charges fiscales sur salaires figurent au poste Impôts et taxes (cf. 2.7.1.2)

2.7.1.4. Aides financières (Subventions) accordées par la fondation

RUBRIQUES	2023	2022
Subventions fondation loisirs	181 064	194 696
Subventions fondation voyages (dont opérations spéciales)	216 100	194 467
Subventions séjours vacances jeunes	309 870	230 804
Aides aux vacances familles-enfants	78 027	64 707
Utilisation subventions chèques vacances - Budget spécial PP	22 271	38 190
Subventions interministérielles versées - Ministère de l'intérieur	98 639	31 860
Subventions interministérielles versées - Budget spécial PP	41 223	21 393
Bourses scolaires aux orphelins	37 159	50 689
Aides aux victimes du devoir	3 490	2 955
TOTAL	987 841	829 762

2.7.2. Charges financières

CHARGES FINANCIERES	2023	2022
Dotation dépréciation des prêts	15 644	18 106
Provision dépréciation titres immobilisés Immo Impact Investing	49 300	0
TOTAL	64 944	18 106

2.7.3. Charges exceptionnelles

CHARGES EXCEPTIONNELLES	2023	2022
Amendes	630	820
Restitution subvention non consommée arbre de Noël 2021	0	190 492
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	630	191 312

2.8. Règles, méthodes comptables et compléments d'information relatifs aux postes du compte de résultat-Produits

2.8.1. Produits d'exploitation

2.8.1.1. Ventilation des prestations de services

PRODUCTION VENDUE DE SERVICES	2023	2022
Loyers résidences d'accueil	623 650	566 196
Loyers Colocation ST Denis	13 034	9 730
Loyers Colocation dispositif FLL financé par DRHFS PN	736	
Chèques vacances agents administrations parisiennes (échéances Epargne prélevées)	0	72 079
Séjours vacances jeunes	687 380	520 676
Vente billetterie loisirs	135 224	174 972
Kiosque spectacles	3 797	2 675
Redevances distribution automatique (Maxicoffee)	345 571	385 836
Participation financière des prestataires de voyages et autres (frais communication)	9 000	13 000
Redevances appareils automatiques (Photomaton)	21 474	32 441
Redevances laverie résidences (Photomaton)	632	622
Redevances distribution automatique jus d'orange (Bell'Arancia)	1 707	783
Arbre de Noël 2023-facturation DRH FSPN- charges de personnel application réservation	5 663	11 468
TOTAL PRODUCTION VENDUE DE SERVICES	1 847 868	1 790 477

2.8.1.2 Subventions d'exploitation

SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2023	2022
<u>SUBVENTIONS MINISTERE DE L'INTERIEUR</u>		
Arbre de Noël	398 310	465 388
Séjours vacances FLL	174 550	161 341
Subventions réglementaires séjours FLL	83 621	27 261
Actions de solidarité financière	22 819	41 740
Taxe foncière de la résidence du Kremlin-Bicêtre (remboursement)	88 927	73 297
Participation surcoût énergétique de la résidence du Kremlin-Bicêtre	8 838	
Colocation-partenariat Fondation d'Aguesseau (expérimentation)	20 400	18 520
Colocation -dispositif FLL- 10 chambres	75 770	
Subvention de participation aux charges de fonctionnement	878 401	883 501
Subvention mission qualité des séjours vacances FLL		856
<u>TOTAL SUBVENTIONS MINISTERE DE L'INTERIEUR</u>	<u>1 753 636</u>	<u>1 671 904</u>
<u>SUBVENTIONS BUDGET SPECIAL DE LA PREFECTURE DE POLICE</u>		
Arbre de Noël	44 902	13 979
Séjours vacances FLL et autres prestations sociales	100 823	21 001
Subvention de participation aux charges de fonctionnement	312 000	294 499
Chèques vacances	33 295	22 250
<u>TOTAL SUBVENTIONS BUDGET SPECIAL DE LA PREFECTURE DE POLICE</u>	<u>491 020</u>	<u>351 729</u>
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	2 244 656	2 023 633

2.8.1.3. Reprises sur provisions et transfert de charges

REPRISE DE PROVISION ET TRANSFERT DE CHARGES	2023	2022
Reprise de provisions sur créances douteuses	27 095	51 636
Transfert de charges-Formation professionnelle Uniformation	3 640	0
TOTAL REPRISE DE PROVISION ET TRANSFERT DE CHARGES	30 735	51 636

2.8.1.4. Autres produits d'exploitation et dons manuels

PRODUITS D'EXPLOITATION	2023	2022
Assurance prêts	9 201	9 069
Dons reçus	3 211	5 495
Dons reçus-Gestion collecte décès ayant-droit	3 490	
Carte-loisirs fondation	33 045	28 180
Organisation RUN PP 2023	19 552	
Produits divers résidences	11 646	0
Produits divers prêts	12 272	922
Autres produits activités sociales et culturelles (loisirs)	3 859	278
Autres produits activités sociales et culturelles (séjours jeunes)	6 609	953
Loyers impayés cautionnement agents administrations parisiennes (Budget spécial PP)		397
Pénalités de retard MAXICOFFEE	3 250	0
Produits prêts immobiliers		1 527
Rétrocession Cedrus Partners- conseil placements		7 427
Ecart de règlements	16	20
Produits CSE		265
Edenred-rbt quote-part Ticket restaurant non utilisés	1 188	343
Rbt CREDIPAR-prime gouvernementale véhicule électrique		4 000
Divers	298	1 784
TOTAL AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	107 636	60 658

2.8.2. Produits financiers

PRODUITS FINANCIERS	2023	2022
Revenu des titres immobilisés	313 749	259 691
Revenu des prêts	73 700	63 002
Revenus des valeurs mobilières de placement	101 206	78 394
Reprise sur provision dépréciation prêts et titres immobilisés	4 866	28 078
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	493 521	429 165

2.8.3. Produits exceptionnels

PRODUITS EXCEPTIONNELS	2023	2022
Remboursement sinistres assurance résidence Kremlin-Bicêtre		2 152
Remboursement sinistres assurance résidence Bluets		373
Condamnation article 700	1 350	
Quote-part de subvention d'investissement	17 904	12 516
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	19 254	15 041

3. Autres informations

3.1. Ventilation de l'effectif salarié par catégorie

Effectif total par catégorie au 31 décembre

Catégories	Effectif 2023	Effectif 2022	% 2023	% 2022
Cadres	8	5	35%	21%
Agents de Maîtrise	2	5	9%	21%
Employés	13	14	57%	58%
TOTAL	23	24	100%	100%

3.2. Rémunération des dirigeants bénévoles

Les membres du conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération (salaires, primes et avantages en nature inclus) au titre de cette fonction. Ainsi, les trois cadres dirigeants (Président, Vice-Président et Trésorier) ne sont pas salariés de la fondation.

3.3. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes, relatifs à la certification des comptes par le cabinet Ernst and Young figurent au compte de résultat pour un montant de 24 273€ (cf.2.7.1.1.).

4. Engagements hors bilan

Le détail des engagements donnés se présente comme suit :

4.1. Actes de cautionnement auprès de bailleurs privés

La fondation apporte sa caution aux bailleurs privés qui proposent la location de leurs logements aux ayants-droit de la fondation Louis Lépine.

Au cours de l'exercice 2023, 25 baux ont été signés pour des agents à statut Etat dans le cadre du fonds de garantie de loyer attribué par le Ministère de l'Intérieur, et 6 sur fonds propres de la fondation. Le montant cumulé des loyers et charges mensuels représente 19 937€ pour les 25 baux subventionnés et 5 127€ pour les 6 baux sur fonds propres.

Au cours de l'exercice 2023, aucune défaillance de paiement n'a été constatée pour les cautionnements accordés en 2023.

A la clôture de l'exercice, la fondation s'est engagée en cautionnement solidaire envers les propriétaires privés pour 320 baux locatifs pour un montant cumulé de loyers et charges mensuels total de 238 161€ (cf. tableau de variation du fonds de garantie Etat au point 2.6.4.1. Signet (2)).

Actes de Cautionnement ETAT+ VILLE	Cumul au 31/12/2022	2023	Cumul au 31/12/2023
Nombre actes de cautionnement loyers signés	271	25	296
Montant mensuel (loyers + charges)	193 404 €	19 937 €	213 341 €

Actes de Cautionnement Fonds propres	Cumul au 31/12/2022	2023	Cumul au 31/12/2023
Nombre actes de cautionnement loyers signés	18	6	24
Montant mensuel (loyers + charges)	19 693 €	5 127 €	24 820 €

Tous les Actes de Cautionnement	Cumul au 31/12/2022	2023	Cumul au 31/12/2023
Nombre actes de cautionnement loyers signés	289	31	320
Montant mensuel (loyers + charges)	213 097 €	25 064 €	238 161 €

4.2. Contrats de prêts accordés mais non décaissés

A la clôture de l'exercice, tous les prêts accordés par la fondation Louis Lépine en 2023 ont fait l'objet d'un versement sur l'exercice 2023.

4.3. Engagements retraite

Les engagements de retraite du personnel de droit privé sont composés des seules indemnités de départ à la retraite. Ces engagements en matière de régime à prestations définies n'ont pas fait l'objet d'une comptabilisation mais d'une évaluation en appliquant la méthode 1 de la recommandation ANC n°2013-02.

L'indemnité de départ à la retraite est calculée, en fonction de l'ancienneté du salarié, déterminée à partir de l'année d'embauche du salarié et au fait que ce dernier soit employé par la fondation jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de la retraite. Le calcul de l'indemnité de départ à la retraite est effectué sur la base de l'indemnité minimum légale prévue par la loi en cas de départ volontaire :

- 1/2 de mois de salaire par année d'ancienneté après dix années
- 1 mois de salaire par année d'ancienneté après quinze années
- 1,5 mois de salaire par année d'ancienneté après vingt années
- 2 mois de salaire par année d'ancienneté après trente années

Les engagements de retraite sont ainsi évalués à 14 195€ pour 2023 contre 13 821€ pour 2022.

Les hypothèses retenues au 31 décembre 2023 pour le calcul ont été les suivantes :

- ▣ Taux d'actualisation : 3,17% (courbe taux actualisation IAS19 au 31/12/2023)
- ▣ Taux de progression des salaires : 1%
- ▣ Taux de rotation : 29%
- ▣ Il a été fait abstraction de la probabilité de décès

Aucun départ en retraite n'est intervenu au cours de l'exercice 2023.

5. Contributions volontaires en nature

Dans le cadre de la convention cadre du 10 février 2017 et de l'avenant n°1 du 18 mai 2020, la préfecture de police met à disposition de la fondation des moyens de fonctionnement à titre gratuit. Le détail des contributions volontaires en nature se présente comme suit :

5.1. Mise à disposition de locaux

A la clôture de l'exercice, la fondation Louis Lépine occupe une partie des locaux de l'immeuble de la rue Massillon, soit 647m² pour un montant évalué à **192 465€**. L'évaluation actualisée des valeurs locatives est effectuée par la direction de l'immobilier et de l'environnement de la Préfecture de Police (DIE), est reprise dans le tableau ci-dessous pour la quote-part occupée par le personnel de la fondation.

ADRESSE DU SITE	ACTIVITE	Surface locaux (m ² SUA)	Valeur locative annuelle 2023 (en €)	Taxe Balayage	Valeur locative annuelle totale 2023 (en €)
1, rue Massillon Paris 4ème	Bureaux	347	A 102 551 €	B 673 €	A-B 103 224 €
	Archives et archives ondulateur	25	7 388 €	48 €	7 436 €
	Ancienne Trattoria	30	8 866 €	58 €	8 924 €
1, rue Massillon Paris 4ème (entre-sol)	Médiathèque	245	72 406 €	475 €	72 881 €
Total		647	191 211 €	1 254 €	192 465 €

5.2. Mise à disposition de moyens logistiques

Les moyens logistiques mis à disposition de la fondation au cours de l'exercice 2023, ont été valorisés par la DIE pour la partie « locaux » et par la direction de l'innovation, de la Logistique et des Technologies de la préfecture de police (DILT), pour la partie prestation. Leur montant s'élève à 96 086€ suivant le détail ci-dessous :

Postes de dépenses	Massillon	Médiathèque	Total FLL
<u>Locaux</u>			
Energie et fluides (électricité/gaz/CPCU/eau)	35 613 €	21 704 €	57 316 €
Nettoyage	5 874 €	3 580 €	9 454 €
Entretien et de maintenance	16 892 €	10 295 €	27 187 €
<u>Informatique, copieurs et téléphonie</u>			
Location de copieurs et consommables	1 440 €		1 440 €
Internet/téléphonie mobile	689 €		689 €
Total	60 508 €	35 579 €	96 086 €